

## EL-TARF / DANS L'ATTENTE D'UNE RÉGULARISATION EFFECTIVE POUR L'OBTENTION DE L'ACTE DE PROPRIÉTÉ

# 139 familles d'El-Kala crient leur désarroi

*Ce sont 139 familles réparties sur plusieurs quartiers de la ville d'El-Kala qui ne savent plus à quel saint se vouer pour trouver une solution radicale et définitive à leur principal problème concernant la régularisation de leurs habitations et qui a trait à l'obtention de l'acte de propriété du terrain. Une situation pour le moins déplorable qui dure depuis plusieurs décennies sans que des responsables locaux daignent lever le petit doigt pour mettre un terme à cet état de fait de hogra.*

En effet, il s'agit, pour plus de précisions, des 40 logements de la cité Boulif, des 15 logements de la cité la Grande Plage, des 44 logements de la cité Fernana construits, tous, durant les années 1970 dans le cadre de l'auto-construction et par ailleurs des 40 logements autogérés agricoles, situés à la cité Fernana, datant de 1980. Selon les habitants lésés et indignés, «les autorités auraient dû depuis belle lurette procéder au transfert des logements et leur cession dans le cadre de la loi de 1969 sur les SAS.

Malheureusement, nonobstant nos multiples démarches, rien ne se profile à l'horizon. Les dossiers finalisés et déposés au niveau de la daïra d'El-Kala n'ont pas abouti à la régularisation des assiettes foncières sur les-

quelles sont bâties nos maisons. C'est un déni de justice et de nos droits légitimes conformément aux lois de la République», ont-ils martelé avec beaucoup d'amertume.

Ils ajouteront, avec un pincement au cœur et un sentiment de révolte à peine contenu, d'avoir été lâchés par les autorités locales et les élus de la commune, que «les édiles de la commune de l'assemblée sortante d'obédience FLN du précédent mandat 2002-2007 ont pris en charge notre principale doléance en œuvrant à établir un procès-verbal de constat des lotissements sur lesquels sont érigés les logements, un plan de masse, une fiche technique descriptive pour chaque assiette foncière de chaque cité concernée et un plan cadastral.

Le dossier ficelé a été remis aux services concernés (daïra et direction des domaines...) en vain». Dans le même sillage, le président d'un comité de quartier indiquera, preuves à l'appui, et dont nous détenons une copie, que «le PV émanant de la commune portant les références 598/2006 daté du 26 mars 2006 et adressé au directeur des domaines de la wilaya, porte dans son objet la régularisation des logements des agglomérations situées au niveau des cités Boulif, Fernana et la Grande Plage. Le PV contient tous les détails inhérents à l'opération dérégularisation.

Malheureusement, c'est encore le silence radio. Personne n'a pris la peine de nous venir en aide. C'est comme une bouteille jetée à la mer». Cependant, les habitants lésés, dont un grand nombre sont des moudjahid-dine, ont affirmé, un brin coléreux, que «faute d'acte de propriété du terrain et compte tenu des dégradations subies par les logements par l'effet du temps et des variations climatiques, ils ne peuvent en aucune manière initier une opération de réfection ou d'entretien à

défaut d'être des hors-la-loi». «L'épée de Damoclès des nouvelles lois en la matière est suspendue sur nos têtes nous interdisant une quelconque opération de rénovation ou d'extension de nos habitations alors que nos familles s'élargissent par de nouveaux membres avec comme corollaire de nouveaux besoins en espace et confort», ont-ils fait savoir. En guise de conclusion, ils interpellent les hautes autorités du pays pour prendre en charge leur problème dans le cadre des lois. «Nous ne voulons pas d'un bras de fer avec les responsables locaux. Nous avons opté pour des moyens pacifiques et civilisés pour faire aboutir notre revendication et notre droit à un toit.

La balle est dans le camp des autorités locales. Gérer c'est prévoir. Le wali a institué une commission pour régulariser l'ensemble des agglomérations dites SAS. Nous sommes confiants. Nous espérons que c'est l'épilogue de notre descente aux enfers», ont-ils précisé avec détermination et dégoût.

Daoud Allam

## ORDRE NATIONAL DES MÉDECINS

# Section ordinale de Tizi-Ouzou : la réélection des 50 % des membres contestée

*Les élections pour le renouvellement de la moitié (50 %) des mandats au sein de la section ordinale de Tizi-Ouzou de l'Ordre national des médecins, qui se sont déroulées jeudi dernier, ont suscité la désapprobation de quelques médecins qui se sont rapprochés de notre journal pour dénoncer «le caractère opaque» qui a entouré le processus électoral portant sur le renouvellement des mandats de 50% des membres devant siéger au conseil ordinal médical pour la région de Tizi-Ouzou et qui représentent les médecins des wilayas de Tizi-Ouzou, Béjaïa et Boumerdès.*

Pour le D<sup>r</sup> Boudarène, psychiatre indépendant à Tizi-Ouzou, dont les propos ont été confirmés par ses confrères, «le processus électoral n'a pas été respecté de bout en bout, puisque le conseil ordinal de la section régionale sortante a été réuni en catimini. Par conséquent, l'information relative au recueil des candidatures pour le renouvellement de la moitié des mandats en cours, qui a commencé au début de l'été dernier, n'a pas circulé». «De fait, explique ce praticien, seuls les

membres sortants ont pu postuler à leur propre succession». D'où le mécontentement de nombreux médecins issus, essentiellement, des wilayas de Béjaïa, Boumerdès et Bouira mais aussi de Tizi-Ouzou qui n'ont pas été destinataires de l'information.

Certains parmi ces derniers, qui ont assisté au scrutin de jeudi dernier, ont failli quitter la salle, en signe de protestation, témoigne le D<sup>r</sup> Boudarène pour qui, «partant de ce constat, la majorité des médecins ne s'estiment pas représentés au sein du conseil de la section ordinale médicale qui vient d'être élu».

Le D<sup>r</sup> Diboun, exerçant au CHU de Tizi-Ouzou et président de la section ordinale de l'Ordre des médecins pour la région de Tizi-Ouzou, qui vient de succéder à lui-même, à l'issue des élections de jeudi dernier, met, quant à lui, le déficit de la circulation de l'information relative au déroulement de ces élections sur le compte «de conditions objectives». «Le processus s'est déroulé normalement et conformément aux instructions de la commission ordinale nationale des élections. Si mauvaise circulation de l'information il y a, la responsabilité incombe aussi en partie à beaucoup de nos confrères qui doivent aller au-devant de l'information, puisque des avis concernant ces élections

dont le processus a été enclenché depuis le 10 juillet dernier ont été publiés dans plusieurs journaux ; la même information est disponible sur le site Internet de l'Ordre national des médecins», ajoutera-t-il.

Pour le D<sup>r</sup> Diboun, le travail de vulgarisation de l'information a été fait dans de bonnes conditions : «Il n'y a aucune volonté d'exclusion d'une partie des confrères.» Reconnaisant quand même la faiblesse de la participation au scrutin de jeudi dernier, «en raison, entre autres, des conditions climatiques» et dont le taux avoisine les 10 %, équivalant à près de 300 votants sur un total de près de 3 500 membres inscrits, le président de la section ordinale des médecins pour la région de Tizi-Ouzou, qui a avancé ces chiffres, dit vouloir «saisir cette occasion pour appeler à la sagesse de tous les confrères» qu'il invite «à participer à la consolidation de la structure (la section ordinale, ndr) qui est en pleine construction». Pour notre interlocuteur, les élections de jeudi dernier revêtent un caractère d'urgence. «Pour éviter de tomber dans une situation de fin des mandats comme cela a été le cas en 2003, le processus électoral doit s'achever avant la fin de l'année en cours», explique-t-il.

S. A. M.

## ÉLAN DE SOLIDARTÉ À RELIZANE Dix camions pour Béchar

Une caravane de solidarité composée de dix camions, à l'initiative la Direction de l'action sociale de la wilaya de Relizane, a pris la route, dimanche dernier, en direction de Béchar. Des vivres et des médicaments destinés aux sinistrés des dernières intempéries qui ont endeuillé la région de Béchar. Le coup d'envoi a été donné par le wali en présence des autorités civiles et militaires, des investisseurs et entrepreneurs qui ont participé à cet élan de solidarité. Par ailleurs, une autre caravane de 21 camions a été acheminée en direction de la ville du M'zab.

A. Rahmane

## CONSTANTINE Engouement pour la première expérience d'interlycées sur Internet

Une première expérience à l'échelle nationale consistant en l'organisation d'une rencontre interlycées, transmise en direct sur le Net, a marqué la célébration de la journée nationale de l'internet haut débit à Constantine.


Le public, qui était nombreux à visiter l'exposition organisée à cette occasion par Algérie Télécom au théâtre de la ville, a été, en effet, très agréablement surpris de pouvoir suivre sur un écran géant une compétition cérébrale entre les élèves du lycée Massinissa d'El-Khroub et ceux de Mustapha-Heddane d'Oran. En outre, la réduction de 50% des tarifs de connexion à l'internet haut débit, annoncée à l'occasion de cette journée, a été très bien accueillie par les internautes de Constantine. Par ailleurs, cette journée vient d'être consacrée Journée nationale de la Toile haut débit à la satisfaction des habitués surfeurs qui ont vu en cette décision un point important en faveur de la promotion de cette technologie.

APS

Publicité


PENSÉE

A la mémoire de notre cher et regretté mari et père  
**Mokrani Belkhier**  
dit **Kamel**  
Il y a des dates que rien ne peut effacer, comme il y a des êtres que personne ne peut oublier. En ce 22 octobre, voilà déjà cinq années, depuis que tu t'es éteint comme une lumière qui nous guidait, comme la flamme qui nous réchauffait, nous avons, très cher mari et père, un devoir de mémoire envers toi.  
Nous évoquons tous les jours qui passent ton immense tendresse et ta grande générosité d'âme et nous invoquons Dieu le Tout-Puissant de nous donner la force et la sécurité pour continuer d'avancer sans toi.  
Nous demandons une pieuse pensée en ta mémoire à tous ceux qui t'ont aimé, apprécié ou côtoyé d'associer leurs prières aux nôtres afin que Dieu le Tout-Puissant t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille en Son Vaste Paradis.  
Repose en paix cher mari, cher papa.  
**Ta femme, ta fille et ton fils**  
**qui t'ont toujours aimé.**




AVIS

**À TOUS LES NOTAIRES**  
Nous, héritiers du défunt Aba Akli, demeurant à Tizi-Ouzou, informons l'ensemble des notaires que nous nous opposons à toute transaction pouvant porter sur la vente des biens immeubles ou d'une partie seulement sis à Tala Allam (ex-Guynemer), commune de Tizi-Ouzou, pour le motif qu'un litige sur la propriété est actuellement pendant devant la justice et que la cour de Tizi-Ouzou chambre foncière a, par arrêté du 7 juin 2008 n° 580-08 du rôle, ordonné une expertise judiciaire qui est actuellement en cours.  
**Les héritiers Aba Akli**



AVIS DE RÉVOCATION DE MANDATAIRE

Les héritiers du défunt Mansouri Mohamed Tayeb, et qui sont : 1) sa femme, Mansouri Massouda bent Ammar née Azzag - 2) son fils Mansouri Abdelghafour et ses filles - 4) Mansouri Sassia - 5) Mabrouka - 6) Rokia - 7) Hagira - 8) Ouraida, informent les notaires ainsi que le public de la révocation de leur mandataire Mansouri Abdelouahab, par l'annulation du mandat établi par leurs soins à l'étude maître Rachid Atmani, notaire sis à la rue El-Fida, Sedrata, wilaya de Souk-Ahras en date des 08 et 10/09/2002 sous le numéro 1360.  
Il est entendu que dès la publication de cet avis sur le journal, toute transaction effectuée par le mandataire révoqué au nom des héritiers nommés ci-dessus est nulle et non avenue.



ANNIVERSAIRE

Notre adorable princesse  
**Fatma-Lyna**  
souffle aujourd'hui, 22 octobre 2008 sa 1<sup>re</sup> bougie.  
A l'occasion de cette heureuse circonstance, les familles Boussebissi et Arab lui souhaitent une longue vie, heureuse pleine de santé et de bonheur.

